POUR UNE DÉCENTRALISATION PARTICIPATIVE

CONTRIBUTION DE

PATRICE CARRÉ



Historien de formation né en 1951, Patrice CARRÉ préside le conseil scientifique de Décider Ensemble. Il a travaillé chez Orange où il était Directeur des Relations Institutionnelles jusqu'en novembre 2018 (départ à la retraite).

Il a été chargé de cours à Télécom-Paris et au Celsa. Il est l'auteur de nombreux articles et d'une douzaine de livres sur les relations entre imaginaire, technologie et société. Ses recherches portent sur l'histoire des grands réseaux mais également sur les représentations et l'imaginaire de la technique.

RÉSUMÉ

Depuis 50 ans, nos institutions, caractérisées par une forte présidentialisation, sont restées quasiment identiques dans un monde en profonde transformation : massification du numérique, élévation du niveau d'éducation, mondialisation, bouleversement de l'ordre mondial, etc. Les perceptions du politique se sont renouvelées, caractérisées aujourd'hui par une indifférence à la chose publique et une défiance envers les gouvernants. Il est donc urgent de repenser le fonctionnement de notre démocratie pour aller vers une nouvelle vague de décentralisation participative et inscrite dans le temps long.

Si, à l'évidence, mieux vaut une démocratie malade qu'une dictature en bonne santé, la question du renouvellement de nos systèmes et pratiques de décision parcourt notre histoire. La crise inédite que nous traversons lui donne une dimension nouvelle, violente et urgente. Qui décide et qui tranche en dernière instance ?

Plus que jamais la question est posée. En termes institutionnels, les historiens du politique nous ont montré comment, sur une durée quasi séculaire, le pouvoir de décision de l'exécutif l'avait emporté sur le pouvoir législatif. Le passage brutal de la 4ème à la 5ème République, a accéléré le processus. L'arrivée au pouvoir du Général a marqué la supériorité politique de l'Exécutif sur le Législatif. Or, la naissance de la 5ème République et des institutions qui sont, *mutatis mutandis*, nôtres aujourd'hui encore, s'est déroulée dans un pays à l'orée de mutations sociologiques profondes et dans un paysage de l'information et de la communication émergeant. En 1958, la presse quotidienne domine encore la radiodiffusion et une télévision balbutiante. Si en un peu plus d'un demi-siècle, avec notamment la massification du numérique, le paysage de l'information et de la communication ainsi que le niveau d'éducation ont radicalement changé et si les représentations collectives de la politique se sont profondément métamorphosées, les institutions, quant à elles, sont restées quasiment identiques. Révisée 24 fois en 60 ans, la Constitution, qui a profondément modifié le système de fonctionnement des institutions par le passage à l'élection du président de la République au suffrage universel direct, n'a fait que conforter une présidentialisation croissante. Il n'est donc pas illégitime de s'interroger sur sa réelle portée démocratique au fil du temps.

Or, les bouleversements à l'échelle mondiale esquissés dès le mitan des années 70 (crise énergétique) puis au tournant des années 80 (dérégulation, déréglementation, mondialisation, etc.), la remise à plat d'un ordre mondial né à Yalta (chute du Mur, etc.) ou encore la remise en cause des réformes économiques et sociales du *Welfare State* ont, entre autres, contribué à un renouvellement des perceptions du politique caractérisées, notamment au cours de la dernière décennie, par une in-

différence à la chose publique. La financiarisation, la perte de pouvoir de l'État, voire son retrait dans nombre de secteurs, sont parmi les raisons les plus souvent avancées pour expliquer un désintérêt dont la traduction immédiate est la défiance.

Les études du *CEVIPOF*[1] sur la dernière décennie sont particulièrement révélatrices. Entre 2007 et 2017, les 19 scrutins ont été marqués par une croissance de l'abstention et des bulletins blancs et nuls. La participation à la vie de la Cité ne se réduit certes pas au seul bulletin de vote, l'abstention cependant est symptomatique d'une indifférence à la chose politique. On constate d'autre part, outre une relative indifférence au débat politique, une chute du nombre de militants dans les partis, voire leur éclatement et leur disparition[2].

La perception que les élus n'ont plus aucun pouvoir sur les transformations de nos sociétés (rôle des multinationales, rôle de Bruxelles etc.) s'est largement répandue. Une véritable crise de la légitimité en a résulté. A l'exception du maire (sondage de juin 2019[3]), ils apparaissent impuissants, comme si tout pouvoir de décision leur avait échappé. Dans ce contexte de dépolitisation profonde et d'absence de grands projets collectifs, la démocratie flageole. Sans récit, elle s'essouffle, épuisée… L'absence de destin collectif a donné naissance à une société profondément marquée par l'individualisme. Il est conforté par le dogme néolibéral qui a colonisé nos imaginaires. La crise que nous traversons doit nous donner l'occasion de repenser le fonctionnement de notre démocratie.

« Dans ce contexte de dépolitisation profonde et d'absence de grands projets collectifs, la démocratie flageole. »

Depuis la fin des années 1960 sourd un mouvement informel coalisant les acteurs multiples de la *société civile*. A l'horizon des années 1990 de nouvelles voix se sont fait entendre. Plusieurs courants, plusieurs travaux semblent alors avoir convergé autour de la question de savoir s'il était possible de *refonder* la démocratie[4]. Les initiatives se sont multipliées : ateliers populaires

1 http://www.sciencespo.fr/cevipof/fr/content/le-barometre-de-la-confiance-politique

2 *Au profit de ce que Brice Teinturier a appelé le PRAF, Plus rien à faire, plus rien à foutre, la vraie crise de la démocratie ; Paris 2017 ; Robert Laffont.*

3 https://www.publicsenat.fr/article/politique/sondage-68-des-francais-considerent-que-leur-maire-est-l-elu-qui-comprend-le-mieux

4 *Blondiaux L., Le nouvel esprit de la démocratie. Actualité de la démocratie participative, 2008, Seuil.*

d'urbanisme, conseils de quartiers, création de la CNDP, etc. Sont apparus également des mouvements hétérogènes : Indignés, Nuit Debout, Gilets Jaunes, etc. Ces mouvements ont pris pour cible la *civilisation néolibérale*, et le modèle qu'elle cherche à constituer comme seul monde possible. Ils ont révélé par ailleurs l'urgence de compléter les dispositifs représentatifs par des dispositifs favorisant un autre discours. Ils ont fait surgir un besoin de prise de parole (ronds-points ou réseaux sociaux numériques) et traduit un profond malaise, une déchirure entre la démocratie représentative et les mouvements qui affectent nos sociétés. Or la crise des gilets jaunes a révélé un retour du social dans un univers gestionnaire. Elle a également redoublé un phénomène de défiance que la crise sanitaire actuelle ne fait qu'accentuer. Inutile de revenir ici sur les débats entourant les masques et les tests !

Il me semble que la crise actuelle – qui n'est pas une crise cyclique du capitalisme – pose peut-être encore plus brutalement que cela n'avait été jusqu'ici le cas, la question de la démocratie et des modes de décision dans notre pays.

Sa singularité met en lumière les contradictions entre un pouvoir central, une administration embastillée dans sa verticalité et la nécessaire horizontalité de la décision. Si la verticalité jacobine pouvait encore fonctionner à l'orée des années 1960, elle n'est plus de mise aujourd'hui. Si invoquer alors la toute-puissance de l'Etat se prouvait et faisait sens, il n'en est plus de même en 2020. La décision centralisée, uniformisée n'a plus de sens et ne correspond plus aux attentes. Sans doute, est-ce le moment de lancer une nouvelle vague de décentralisation… mais une décentralisation véritablement décentralisée, une décentralisation participative prenant en compte la parole citoyenne, une décentralisation construite avec les collectivités et les citoyens. Or pour se co-construire, au-delà des mesures législatives, cette décentralisation demande de s'inscrire dans le temps long. Elle exige de sortir de la tyrannie du présentisme et de la dictature de l'urgence ! L'un des dispositifs possibles pour co-construire cette décentralisation pourrait être l'Assemblée citoyenne du futur esquissée en 2011[5]. Une partie de cette assemblée pourrait être tirée au sort.

[5] *Dominique Bourg (l.s.d.) Pour une 6èmeRépublique écologique. Paris 2011 ; Odile.*

Construite dans le souci du long terme la mise en place d'une telle décentralisation ne peut se penser sans une véritable participation citoyenne. Elle doit s'appuyer sur des mécanismes opérationnels (outils numériques) permettant aux citoyens de contrôler effectivement la mise en œuvre des programmes de décentralisation et, à terme, de renforcer des institutions locales inclusives et participatives afin de peser et d'influencer les décisions prises localement comme au niveau central.

« L'un des dispositifs possibles pour co-construire cette décentralisation pourrait être l'Assemblée citoyenne du futur. »

Une telle démarche est exigeante, elle demande un engagement réel et une mise à l'épreuve de l'*ethos* démocratique. Ainsi les Athéniens n'habitent pas Athènes, ils sont Athènes ; Aristote écrit la Constitution DES Athéniens et non la Constitution d'Athènes.

Cette contribution fait partie de l'ouvrage collectif coordonné par Décider ensemble « La démocratie bousculée. Quel renouvellement pour notre démocratie et nos systèmes de décisions ? ».